



NEWSLETTER

N° 2/2018

20 avril 2018

UNE RENTABILITÉ DES SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES EN SOUFFRANCE ?

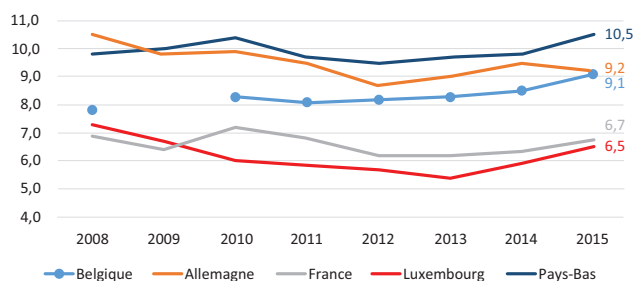
La dernière batterie d'indicateurs de compétitivité publiée par l'Observatoire de la compétitivité (ODC) intègre un nouvel indicateur : l'excédent brut d'exploitation (EBE) en pourcentage du chiffre d'affaires (CA) des sociétés non financières (SNF), qui serait, selon certains observateurs, dans un piteux état.

Rappelons que l'EBE représente la marge d'exploitation des entreprises, c'est à dire la valeur de la production diminuée des consommations intermédiaires (biens et services transformés ou entièrement consommés au cours du processus de production) et de la rémunération des salariés.

Un constat implacable ?

Le constat semble implacable : le Luxembourg fait nettement moins bien que les pays voisins.

EBE en pourcentage du chiffre d'affaires - Sociétés non financières



Source : Eurostat

En outre, le Luxembourg réaliserait la plus mauvaise performance de l'ensemble de l'UE. Avec un taux de rentabilité (EBE en pourcentage du CA qu'Eurostat appelle

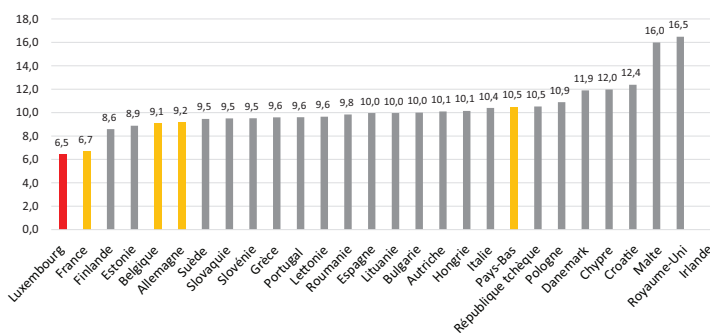
« taux brut d'exploitation ») de simplement 6,5%, le Luxembourg se situe très nettement en dernière position européenne.

Personne de contact :

M. Sylvain Hoffmann
T. : 27 494 200
sylvain.hoffmann@csl.lu



EBE/CA (2015), en %



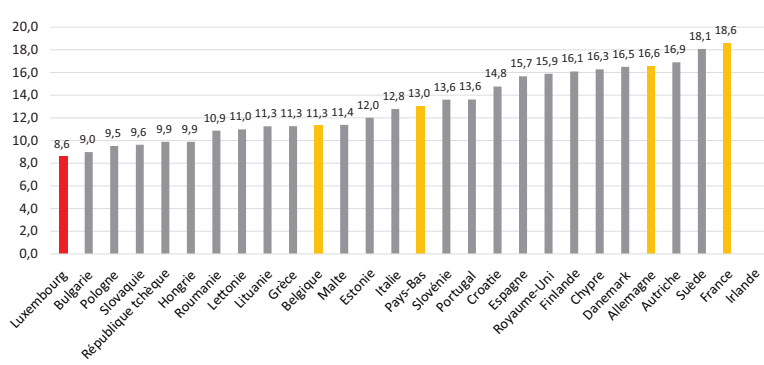
Source : Eurostat

Ce phénomène est transversal et toucherait quasiment toutes les branches d'activité.

L'explication structurelle à cette apparente mauvaise performance

Si l'EBE en pourcentage du CA luxembourgeois est le plus faible, en réalité, il en va de même pour les charges de personnel (c'est-à-dire les salaires) en pourcentage du chiffre d'affaires. Avec 8,6% du chiffre d'affaires, le Luxembourg est encore une fois largement en dernière position de toute l'UE, loin derrière les pays voisins.

Charges de personnel/CA (2015), en %

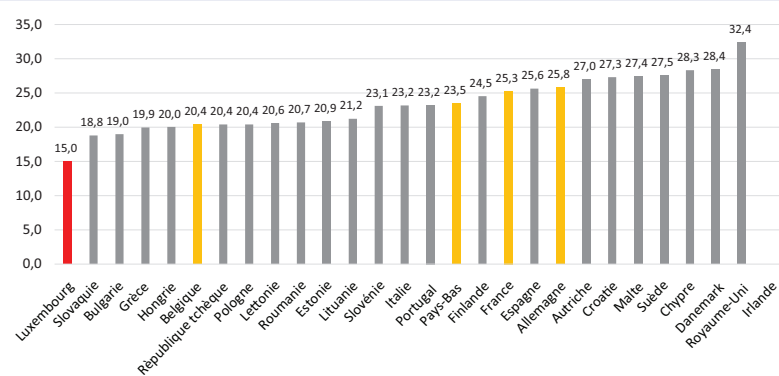


Source : Eurostat

Comment expliquer qu'à la fois la rémunération du capital (EBE) et la rémunération du travail, entre lesquels se répartit la valeur ajoutée brute, soient toutes deux les plus faibles d'Europe ?

Si les deux éléments qui partagent la valeur ajoutée brute sont les plus faibles d'Europe en pourcentage du chiffre d'affaires, cela signifie donc bien que la valeur ajoutée brute en pourcentage du CA est également la plus faible d'Europe avec une valeur ajoutée (VA) au coût des facteurs de simplement 15% du chiffre d'affaires.

VACF/CA (2015), en %



Source : Eurostat ; calcul des auteurs

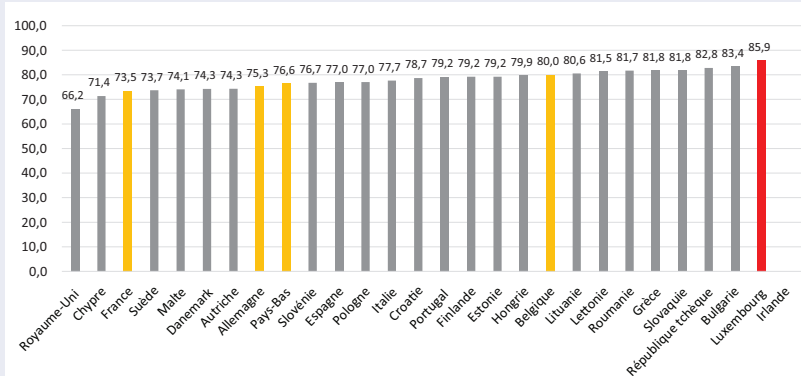
Par conséquent, si à la fois les charges salariales, l'EBE et donc la valeur ajoutée brute sont les plus faibles d'Europe, exprimés en pourcentage du CA, il existe une différence structurelle entre les économies que ces agrégats reflètent.

Cette différence se trouve dans la part des achats de biens et services, qui représentent 85,9% du chiffre d'affaires au Luxembourg, soit de loin le pourcentage le plus élevé d'Europe !¹

Ces achats de biens et services sont de deux sortes :

- les consommations intermédiaires, soit les marchandises et services consommés et détruits durant le processus de production ;
- les achats de biens destinés à la revente en l'état. Il s'agit du cas typique, mais pas exclusif, du commerce qui revend des marchandises achetées sans les transformer.

Achats de biens et services/CA (2015), en %



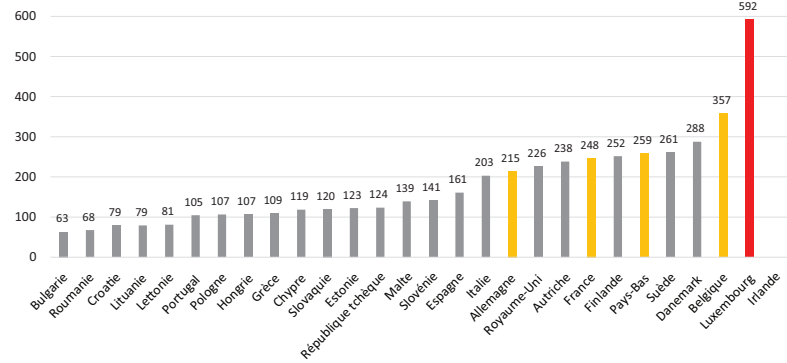
Source : Eurostat

1. Notons d'ailleurs que si l'ensemble des achats de biens et services représente 85,9% du chiffre d'affaires, les achats directement destinés à la revente représentent à eux seuls 58,1% pour une moyenne européenne non pondérée de 36,9%. Or, ceux-ci montrent une très faible rentabilité. Ainsi, dans l'industrie, leur taux de marge (marge sur achats destinés à la revente en pourcentage des achats destinés à la revente) n'est que de 1,9% pour une moyenne européenne (non pondérée) de 27,5%. Dans le commerce, il est de 18,1% pour une moyenne européenne de 24,3%. La construction présente une exception avec un taux de marge de 97% pour une moyenne européenne de 70,2%.

À la lumière d'autres indicateurs, le Luxembourg demeure un des pays les plus rentables !

Fatalement, avec une plus forte proportion d'achats externes dans le chiffre d'affaires, la part de la valeur ajoutée brute est plus faible. Ainsi, les éléments qui découlent de cette valeur ajoutée brute (l'EBE et les salaires) sont mécaniquement plus faibles, toujours exprimés en pourcentage du CA, et ceci en dépit d'un CA par emploi luxembourgeois qui dépasse de loin les autres pays.

CA par personne occupée (2015), en milliers d'euros



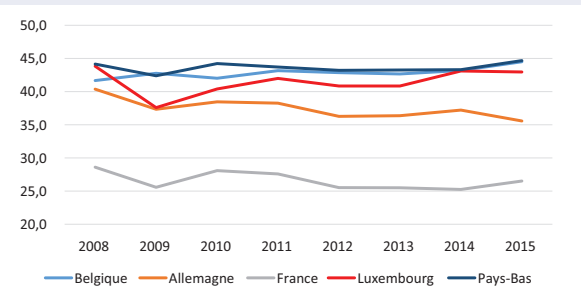
Source : Eurostat

Si nous nous penchons sur la répartition de la valeur ajoutée brute elle-même, 43% sont consacrés à l'EBE au Luxembourg et 57% aux salaires.

Cette situation s'observe alors même que le Luxembourg comprend une population de salariés dans l'emploi total parmi les plus élevées d'Europe en 2017, avec 93,2% de salariés contre 86,7% pour la moyenne européenne, ce qui tend à augmenter mécaniquement la rémunération des salariés.

En outre, comme le montre le graphique qui suit, pour ce qui concerne les SNF, le taux de marge luxembourgeois (part de l'EBE en pourcentage de la VA brute) se situe à un niveau très semblable à celui de ses partenaires du BENELUX, et la rentabilité des SNF du Grand-Duché, mesurée à l'aune de cet indicateur, est supérieure à celle de ses voisins allemands et français.

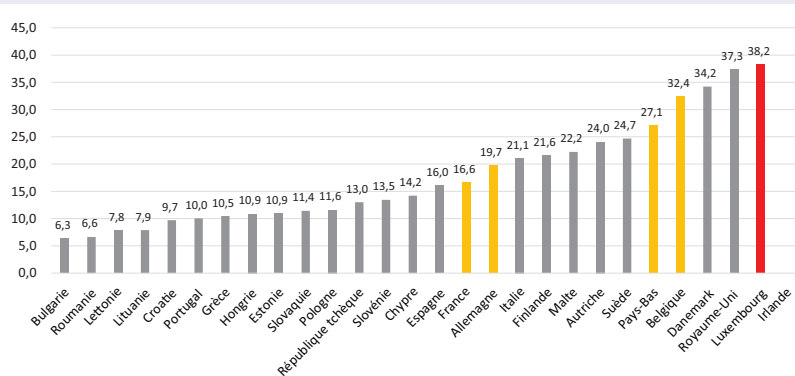
EBE/VACF (2015), en %




Source : Eurostat

Finalement, observer l'EBE par personne occupée (rappelons que les SNF ne couvrent pas le secteur financier) finit de convaincre : **en 2015, chaque emploi générait un bénéfice d'exploitation de 38.200 euros par personne occupée, soit le niveau le plus élevé d'Europe** (hors Irlande), et par conséquent, nettement au-dessus des pays voisins.

EBE par personne occupée (2015), en milliers d'euros



Source : Eurostat



Ainsi, le constat engendré par l'indicateur de rentabilité nouvellement apparu dans les débats sur la compétitivité n'est donc pas alarmant, loin s'en faut. Cet indicateur de rentabilité est avant toute chose révélateur d'une différence structurelle avec les autres économies, présente dans la quasi-totalité des branches d'activité (achats externes nettement supérieurs aux autres pays européens) ; mais, au bout du compte, la marge bénéficiaire reste enviable.

Dès lors, les salaires, en ce compris le salaire minimum, devraient-ils encore progresser davantage, ne remettraient pas en question cette marge bénéficiaire par emploi et le positionnement actuel en tête de l'Europe, loin devant les voisins et principaux concurrents.